

*La représentante*

Le 11 juin 2015

Allocution de Madame Dylma Aro

Projet de délibération portant modification n°1 de la délibération n°2014-125 APF du 5 décembre 2014 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2015.

Monsieur le président de la Polynésie française,

Monsieur le vice-président,

Monsieur le président de l'Assemblée,

Mesdames et messieurs les ministres,

Chers collègues,

Ia Orana

Comme l'a très bien expliqué notre rapporteur, ce premier collectif budgétaire du gouvernement d'Edouard Fritch se décline en trois axes principaux et je m'intéresserai, pour ma part, au volet consacré à l'emploi.

J'entends déjà mes anciens collègues du Tahoeraa crier au loup car ce collectif budgétaire ne consacre aucun nouveau crédit aux CAE. C'est vrai, et je vais expliquer pourquoi. Mais ça ne veut pas dire pour autant qu'il n'y a rien pour l'emploi ! Et ça ne veut pas dire non plus qu'il n'y a plus de CAE puisque le dispositif est maintenu à hauteur de 3 000 contrats par an !

Certes, lorsqu'il a présenté son projet de budget 2015 en décembre dernier, notre président Edouard Fritch avait indiqué que le gouvernement augmenterait de 500 millions de francs l'enveloppe de 3,750 milliards de Fcfp dédiée aux CAE. Mais il avait aussitôt ajouté que ces fameux contrats d'aide à l'emploi n'étaient pas, je le cite, « *une fin en soi* » et que l'ambition du gouvernement était « *qu'à terme, ces contrats soient remplacés par de vrais contrats de travail* ».

Car ne nous voilons pas la face. Ces CAE ont été mis en place pour répondre immédiatement à une urgence sociale mais on ne peut pas se contenter de ce seul dispositif qui n'est pas une solution à long terme pour résoudre le problème de l'emploi. En effet, avec le recul que nous avons déjà, force est de constater que le taux d'insertion en entreprise est quasiment nul une fois le contrat arrivé à échéance.

Ces contrats d'un an qui sont renouvelables une fois, je vous le rappelle, s'apparentent finalement à de simples stages. Ni plus ni moins. En effet, les bénéficiaires de ces CAE n'ont aucune garantie d'obtenir un travail à l'issue de leur contrat et on a de fortes chances de retrouver, dans deux ans, les mêmes demandeurs... dans la même situation !

Fort de ce constat, le gouvernement a donc décidé de prendre le problème de l'emploi à bras le corps, en orientant les crédits, via ce collectif, vers des organismes et des dispositifs qui apportent un soutien direct et indirect au secteur de l'emploi marchand. Là encore, ce n'est pas une surprise puisque le président Edouard Fritch l'avait clairement annoncé quand on a voté le budget en décembre dernier.

C'est ainsi que ce collectif budgétaire propose de consacrer une enveloppe de plus 438 millions de Fcfp à la création d'emplois durables.

**100 millions de Fcfp** sont destinés aux CVD (corps de volontaires au développement), un dispositif qui avait été suspendu en 2014 et qu'il convient de réactiver aujourd'hui, ce qui confirme, une fois encore, la volonté de notre gouvernement de lutter contre le chômage de nos jeunes diplômés qui sont pourtant sans emploi.

**9 millions de Fcfp** de crédits supplémentaires sont inscrits pour la formation au certificat lagonaire, ce qui permettra de créer de l'emploi, notamment dans nos îles.

**12 millions de Fcfp** sont consacrés à l'ADIE, cette association pour le droit à l'initiative économique qui aide plus de 600 porteurs de projets par an. Cette dotation va permettre à l'ADIE de renforcer son équipe à Tubuai et à Hao, et de créer une antenne à Rangiroa.

**8 millions de Fcfp** pour soutenir la CAGEST qui accompagne les petites entreprises, elles aussi, pourvoyeuses d'emplois.

**9,5 millions de Fcfp** sont dédiés à la prise en charge des frais de transport et des indemnités de stage hors Polynésie française pour les 15 étudiants qui préparent un diplôme d'éducateur spécialisé. Voilà encore une preuve de l'intérêt de notre gouvernement pour aider les jeunes polynésiens à entrer dans le monde du travail.

**80 millions de Fcfp** viennent booster le secteur primaire en abondant le dispositif « ARA » en soutien à l'investissement des exploitations agricoles. Cette enveloppe permettra d'apurer les dossiers en cours, sachant que pour la première fois, beaucoup d'entre eux émanent des îles. Là aussi, ce sont des emplois à la clé !

**220 millions de Fcfp** en crédits de paiement, autrement dit en monnaie sonnante et trébuchante, viennent augmenter la subvention à la SOFIDEP qui aide et accompagne les entreprises basées en Polynésie, dans tous les secteurs d'activité à quelques exceptions près.

Au total, vous constaterez qu'on touche ainsi à toutes les îles et à tous les secteurs d'activité ! Et je conclurai en reprenant les mots du président Edouard Fritch qui disait que « *notre gouvernement n'est pas dans les effets d'annonce. (...) Ce qui nous intéresse, ce qui intéresse la population, c'est le concret, le palpable* ». Et bien ce collectif en est la preuve !

Merci de votre attention.